



MINISTÈRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

AMBASSADE DE FRANCE AU VIETNAM

FICHE VIETNAM

L'enseignement supérieur vietnamien a été soumis, tout au long de son histoire, à de nombreuses influences extérieures :

- l'influence chinoise, avec le « *Temple de la Littérature* » (Van Mieu), fondé au XI^e siècle où les concours mandarins continuèrent d'être organisés jusqu'en 1919, souvent présenté comme la « première université du Vietnam » ;
- l'influence française ensuite, avec la création en 1906, à Hanoi, de l'Université de l'Indochine, première université au sens moderne du terme, et ancêtre de l'Université nationale du Vietnam ;
- l'influence soviétique enfin, avec les établissements fondés pour la plupart dans les années 1950. À partir des années 1960, des générations entières de chercheurs et de cadres dirigeants ont été formées grâce à l'assistance des « pays frères » du bloc soviétique. Ce soutien continu jusqu'en 1989 a eu une influence déterminante sur les structures et les principes de l'enseignement vietnamien, influence encore sensible aujourd'hui.

1. L'ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

À partir de 1975, le Vietnam s'est progressivement ouvert à de nouvelles coopérations avec des pays situés à l'extérieur du bloc de l'Est. La politique de renouveau économique (« *Doi Moi* »), lancée en 1986, a réformé radicalement l'économie vietnamienne qui s'est peu à peu ouverte. Entre 1990 et 2016, le PIB du Vietnam a augmenté de 3 303%, soit le deuxième taux de croissance le plus élevé au monde après celui de la Chine.

Le maintien de la croissance économique passe notamment par la modernisation du système éducatif qui a vu le nombre d'étudiants dans l'enseignement supérieur passer d'environ 133 000 en 1987 à plus de 2,2 millions en 2016 et pourrait dépasser les 5 millions d'étudiants d'ici 2030. Pour répondre à cet accroissement des besoins en matière de formation et d'enseignement supérieur, de nombreux établissements se sont ouverts au Vietnam ces dernières années, au rythme moyen de 8 nouvelles universités créées chaque année depuis le début des années 2000. Le pays comptait 442 établissements d'enseignement supérieur en 2016, dont 20% sont des établissements privés qui captent environ 13% des étudiants vietnamiens. Les frais de scolarité sont beaucoup plus élevés dans le privé, de 500 à 30 000 dollars par an pour certaines formations dans des établissements internationaux, contre 400 à 600 dollars dans le public pour l'année universitaire 2017-2018. Si la répartition entre universités et écoles supérieures est équilibrée, les établissements vietnamiens présentent de grandes disparités en termes de qualité.

Un autre objectif des réformes en cours est l'internationalisation du système d'enseignement supérieur encore peu développé du Vietnam. Le gouvernement essaie d'y étendre l'éducation en anglais et de promouvoir la coopération et les échanges transnationaux avec des pays comme l'Australie, la France, les États-Unis, le Japon, la Corée du Sud et l'Allemagne. Le Vietnam a également adhéré à des accords internationaux sur l'éducation, tels que la Convention Asie-Pacifique sur la reconnaissance des qualifications dans l'enseignement supérieur. Les études à l'étranger d'étudiants et d'universitaires vietnamiens sont explicitement encouragées, tandis que le gouvernement cherche simultanément à accroître le nombre d'étudiants et de chercheurs internationaux au Vietnam.

L'enseignement supérieur et la recherche dépendent respectivement du ministère de l'Education et de la Formation (MEF) et du ministère des Sciences et des Technologies (MoST). D'inspiration soviétique, le système vietnamien a longtemps maintenu enseignement et recherche séparés. L'existence de trois académies des sciences, composées chacune de plusieurs instituts de recherche complexifie le paysage : la VAST (*Vietnamese Academy of Science and Technology*), sous tutelle directe du premier ministre), la VAAS (*Vietnamese Academy of Agricultural Sciences*) et la VASS (*Vietnamese Academy of Social Sciences*).

La première loi portant sur la recherche au Vietnam ne remonte qu'à l'année 2000, et le pays ne peut pour l'instant se prévaloir d'une recherche de haut niveau. Au cours de l'histoire scientifique du Vietnam et de ses partenariats avec les pays d'Europe de l'est, cette activité de recherche a longtemps été disjointe de la formation, et rattachée aux différentes académies (VAST, VASS, VAAS). La VAAS est rattachée au ministère de l'Agriculture et du développement rural. La VAST et la VASS dépendent directement du gouvernement. Leurs Présidents ont donc rang de ministre et sont, par conséquent, membres des instances dirigeantes du pays. C'est également le cas des Présidents/Recteurs des plus grandes universités du pays, comme par exemple les Universités Nationales de Hanoi et Ho Chi Minh-Ville.

Selon le classement 2019 établi par QS, le Vietnam compte deux universités publiques classées dans le top 1000 mondial¹ (les Universités nationales du Vietnam à Hanoi et Ho Chi Minh-Ville) et sept universités publiques classées dans le top 500 des universités asiatiques² : l'Université nationale du Vietnam à Hanoi, l'Université nationale du Vietnam à Ho Chi Minh-Ville, l'Institut Polytechnique de Hanoi (*Hanoi Sciences and Technology University*), les universités Ton Duc Thang, de Can Tho, de Danang et de Hué.

2. L'ORGANISATION DES ETUDES ET LES ENSEIGNEMENTS **DISPENSES**

Le système actuel a été mis en place par un décret du 24 novembre 1993. Tous les établissements d'enseignement secondaire et supérieur ont été rattachés au Ministère de l'Education et de la Formation (MEF), à l'exception notable des deux Universités nationales du Vietnam, à Hanoi et à Ho Chi Minh-Ville, qui dépendent directement des services du Premier Ministre. Le MEF est responsable de la gestion des universités et des écoles les plus importantes, auxquelles il alloue le budget de fonctionnement et les ressources humaines. Les autorités des provinces sont, quant à elles, responsables des collèges de leur circonscription, qui demeurent néanmoins sous le contrôle du MEF pour tout ce qui relève du domaine académique. Les établissements d'enseignement supérieur ont donc une autonomie de gestion limitée pour ce qui relève de l'inscription des étudiants et la gestion budgétaire et du personnel.

Les établissements de formation professionnelle relèvent eux du Ministère du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales. Certains établissements, notamment d'enseignement supérieur, sont rattachés à des ministères techniques (industrie, agriculture, construction, défense, etc.).

2.1. Les différents diplômes

Les diplômes nationaux sont :

¹ <https://www.topuniversities.com/university-rankings/world-university-rankings/2019>.

² <https://www.topuniversities.com/universities/country/vietnam>.

- le *Bang Tot nghiep Trung hoc Pho thong*, diplôme de fin d'études secondaires équivalent du baccalauréat et passé en fin de Terminale³ ;
- le *Cao dang*, « baccalauréat » + 3 ans, valide un cursus d'enseignement supérieur professionnel ;
- le *Dai hoc*, « baccalauréat » + 4, 5 ou 6 ans, valide un cursus d'enseignement supérieur universitaire ;
- le *Thac si* : *Dai hoc* + 2 ans, équivalent à un master ;
- le *Tien si* : *Thac si* + 2 ou 3 ans, équivalent à un doctorat

2.2. Les différents cursus

L'enseignement supérieur au Vietnam comprend deux principaux niveaux de formation :

- l'enseignement dit « universitaire », qui distingue :
 - un cycle proprement universitaire long (*Dai hoc*), de quatre à six ans ;
 - un cycle court d'écoles supérieures (techniques) en trois ans (*Cao dang*). Les étudiants ayant réussi le concours d'entrée à une école supérieure (*Cao dang*), puis, après 3 années d'études, les épreuves dans toutes les disciplines ainsi que l'examen de fin d'études obtiennent le diplôme de *Cao dang*. En 2013, 176 917 diplômes de *Cao dang* ont été délivrés. Les titulaires de ce diplôme peuvent, sous certaines conditions, se présenter aux concours d'admission à l'université et préparer en un ou deux ans un diplôme de *Dai hoc* ;
- l'enseignement dit « post-universitaire », qui comprend deux grades :
 - le master en un ou deux ans (*Thac si*)
 - le doctorat en deux à quatre ans (*Tien si*)

Le cursus universitaire vietnamien comprend, quelle que soit la spécialité, un certain nombre d'enseignements obligatoires (philosophie marxiste, préparation militaire, etc.). Cela explique pourquoi le premier diplôme est délivré au terme de quatre années minimum, et non pas de trois comme dans le système LMD.

2.3. L'accès à l'enseignement supérieur

Depuis 2015, l'examen organisé à la fin des études secondaires sert à la fois à valider le baccalauréat et, dans certains cas, à candidater dans les établissements d'enseignement supérieur.

Deux modes de recrutement dans l'enseignement supérieur coexistent :

- Recrutement sur la base des résultats du baccalauréat : les établissements prennent en compte la note du baccalauréat, et imposent en plus le passage de matières données en fonction de la spécialité visée par l'étudiant.
- Certains établissements peuvent recruter les étudiants selon des modalités propres, après validation du projet par le MEF. C'est le cas de la plupart des établissements privés, mais aussi d'universités prestigieuses telles que l'École polytechnique de Hanoï et les deux Universités nationales de Hanoï et de Hô Chi Minh-Ville. Plusieurs cas de figure existent : recrutement sur l'étude du dossier scolaire, sur réussite à un concours propre à l'établissement, ou sur une combinaison des deux.

³ Le taux de réussite à ce diplôme varie avec un écart très important d'une période à l'autre, depuis une dizaine d'années. Entre 2006-2009, ce taux était compris entre 80 et 86%. Ce taux a augmenté entre 2010 et 2014 : 92,57% en 2010 et en particulier 99% en 2014, taux en partie à imputer à certaines lacunes dans le mode d'organisation. Depuis 2015, davantage de rigueur dans les conditions d'organisation a fait baisser ce taux à 93%.

À noter que certains étudiants brillants peuvent être admis à l'Université selon des modalités simplifiées (sans passage d'épreuves complémentaires). C'est par exemple le cas des lauréats des Olympiades internationales et des concours nationaux.

3. LES PRINCIPAUX ATOUTS DU SYSTEME D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Le principal atout du système vietnamien d'enseignement supérieur réside dans sa capacité à produire une élite, en particulier dans le domaine des sciences pures. Depuis de nombreuses années, on observe en effet que des étudiants vietnamiens intègrent des formations françaises de haut niveau, comme l'Ecole Polytechnique ou l'Ecole des Ponts et Chaussées, et y réussissent très bien. Ils deviennent en général cadres dirigeants d'entreprises vietnamiennes ou françaises, et travaillent en France ou au Vietnam.

Dans le domaine de la mobilité universitaire, la France bénéficie d'une bonne image au Vietnam. Avec environ 7 000 étudiants vietnamiens en France (17% en thèse, 39 % en master, et 44% en licence), la France est le premier pays d'accueil des étudiants vietnamiens dans l'Union Européenne, devant le Royaume-Uni et l'Allemagne. Au sein du monde occidental, notre pays est cependant placé derrière les Etats-Unis et l'Australie. Par ailleurs, les universités asiatiques (Chine, Corée du Sud, Japon, Singapour...) sont également très prisées des étudiants vietnamiens.

Le Vietnam souffre d'un manque d'enseignants-chercheurs titulaires d'un diplôme de doctorat. Le gouvernement tente de remédier à ce problème en faisant notamment appel à l'expertise étrangère : de nombreux masters délocalisés d'établissements étrangers ont ouvert au sein des universités vietnamiennes. Le Ministère de l'Education et de la Formation (MEF) a également lancé en 2013 le programme de bourses doctorales « 20 000 docteurs en 2020 ». En partenariat avec le MEF, l'Ambassade de France a soutenu chaque année près de 100 lauréats des bourses gouvernementales sous la forme d'une bourse française de couverture sociale donnant droit à une série d'avantages (priorité en cité universitaire, gratuité du visa, des frais d'inscription à l'université en France, etc.). Ce programme de bourses doctorales s'est arrêté en 2017 et un nouveau projet est aujourd'hui à l'étude par le gouvernement vietnamien. Ce programme a permis d'accompagner l'augmentation du nombre d'enseignants-chercheurs titulaires d'un diplôme de doctorat passé de 14 % en 2013 à 23% en 2017.

Le système universitaire vietnamien doit prendre en compte l'indispensable adossement à la recherche afin de développer la qualité de ses formations et atteindre le standard international. Ce processus est précisé dans la loi vietnamienne de 2012 qui inscrit la recherche parmi les objectifs des universités. Le cheminement vers cet objectif peut souvent être perturbé par le sous-équipement des laboratoires et des centres de documentation, mais surtout par l'insuffisante disponibilité des enseignants-chercheurs qui sont absorbés par des tâches parallèles, nécessaires à l'amélioration de leurs revenus.

Les organismes de recherche du Vietnam souffrent d'une inertie importante, de faiblesses dans leur mode de fonctionnement ainsi que d'un manque d'équipements. Cependant, certains domaines de recherche adossés à une coopération internationale de qualité se hissent progressivement vers les standards internationaux, en particulier avec le Japon, la Corée du Sud, la France, l'Allemagne et les Etats-Unis. La mise en place du nouvel Institut de mathématiques sous la direction du Professeur vietnamo-français Ngo Bao Chau (médaille Fields 2012) en est un exemple éclatant.

Bien que les universités soient sous la tutelle du Ministère de l'éducation et de la formation, cette démarche d'adossement des formations à la recherche est aussi impulsée et accompagnée par le Ministère de la science et de la technologie (MoST) à travers ses départements : NAFOSTED (*Vietnam National Foundation for Science and Technology Development*), chargé de développer et de financer une politique de recherche sur projets, et VISTEC (*Vietnam centre for Science and Technology Evaluation*), chargé de la politique d'évaluation de la recherche et de la technologie.

Le gouvernement vietnamien possède la volonté d'amener son système d'enseignement supérieur vers les standards internationaux afin de former les ressources humaines indispensables au développement socio-économique du pays. Conscient des difficultés à surmonter, le gouvernement tente d'accélérer le processus de renouvellement du système d'enseignement supérieur et de ses universités et d'élever le niveau de l'enseignement supérieur par plusieurs actions.

En 2008, un projet d'envergure pour la création d'universités « nouveau modèle » en partenariat avec des pays étrangers a été proposé par le gouvernement vietnamien. Quatre pays ont répondu à cette sollicitation, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis et le Japon. Seuls les projets avec la France à Hanoï (Université des Sciences et des Technologies, USTH), avec l'Allemagne à Ho Chi Minh-Ville (Vietnamese German University, VGU) et avec le Japon (Vietnamese Japanese University, VJU) se sont concrétisés.

Depuis 2009, le Vietnam, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'Accord général sur le commerce et les services (GATS), a permis que des projets dans l'enseignement supérieur soient financés à 100% par des capitaux étrangers. Ainsi, des implantations d'universités étrangères se développent, tel que le RMIT (*Royal Melbourne Institute of Technology*). L'Etat s'efforce de redéfinir le « partage des charges » entre le secteur public de l'Education, ses usagers (les étudiants et leurs familles), et la sphère économique privée. Toutefois, les projets favorisant les transferts de charge aux institutions privées, qualifiés de « commercialisation », ou la décentralisation aux provinces des compétences de l'Education, demeurent controversés, et sont souvent dénoncés comme risquant d'accentuer les inégalités d'accès à l'éducation. Le ministère de l'Education et de la Formation a publié en août 2018 un nouveau décret (décret 83/2018 ND-CP) qui précise les conditions de création de formations en partenariat avec des établissements étrangers et d'ouverture d'établissements étrangers au Vietnam.

L'atout de l'ouverture mérite donc d'être pondéré par les critères de qualité, et analysé en prenant en compte le niveau des formations, la place de la recherche, l'existence d'une équipe spécifique d'enseignants, le niveau des formateurs, le partenariat université-entreprise dans la formation, l'existence de laboratoires de recherche propres ou associés, la qualité des diplômes et de l'insertion professionnelle au Vietnam. Les autorités vietnamiennes, accompagnées par des institutions internationales telles la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement ou des partenaires étrangers comme la France, veillent à éviter les dérives de la corruption, et de formations dont la qualité ne serait pas conforme aux standards internationaux.

4. LES COOPERATIONS AVEC LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR FRANÇAIS ET ETRANGERS

En 2017, le ministère de l'Education et de la Formation a recensé près de 500 cursus de formation en partenariat avec des établissements étrangers. Ces formations qui impliquent plus de 220 établissements étrangers répartis dans 33 pays et plus de 80 établissements vietnamiens accueillent environ 80 000 étudiants. La France compte près d'une centaine de formations délocalisées ou

conjointes où 3 000 étudiants suivent chaque année des cursus de formation à la française. Plusieurs programmes structurants de coopération universitaire ont été conclus depuis 25 ans avec le gouvernement vietnamien, dans les domaines du management, de la formation d'ingénieurs à la française, ou des sciences et technologies de pointe. Ces programmes ont parfois donné naissance à de véritables universités et écoles dont le bon fonctionnement dépend directement de notre effort de coopération (subventions, expertise, assistance technique, etc.).

4.1. Les coopérations structurantes avec les établissements français

4.1.1. Le Centre franco-vietnamien de formation à la gestion (CFVG)

Le CFVG a été le premier programme de coopération franco-vietnamien dans le domaine de l'enseignement supérieur. Il a été créé en 1992 par un accord entre les gouvernements vietnamien et français mis en œuvre par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Ile de France (CCIP). C'est aujourd'hui un acteur majeur de la formation supérieure en gestion au Vietnam. Le CFVG est membre de l'*European Foundation for Management Development* (EFMD) depuis 2005, le *Master of Business Administration* (MBA) du CFVG est le seul programme vietnamien accrédité EPAS (*EFMD Program Accreditation System*) depuis 2008.

Le CFVG, présent à Hanoi et à Hô Chi Minh-Ville dans des locaux mis à disposition par ses partenaires, l'Université d'économie nationale à Hanoi et l'Université d'économie à HCMV, offre aux jeunes cadres vietnamiens une opportunité unique de bénéficier de l'excellence des meilleurs établissements français dans les domaines du management, de la finance et du marketing, à travers quatre diplômes dont les enseignements sont assurés en anglais :

- le *Master of Business Administration*, co-délivré par la CCIP et l'Université d'Economie Nationale (NEU) à Hanoi et l'Université d'Economie (UEH) à Hô Chi Minh-Ville. Plusieurs accords de double diplôme avec ESCP Europe, Audencia, Skema BS, Neoma, EM Strasbourg, Université Paris IV Sorbonne et l'AFD (pour le CEFBEB) permettent aux étudiants et jeunes professionnels vietnamiens de poursuivre leurs études en France ;
- le *Master in Economics of Banking and Finance*, co-délivré par ESCP Europe et par l'Université Paris Dauphine, destiné aux cadres de la banque et des directions financières des entreprises ;
- le *Master in Marketing, Sales and Service*, co-délivré par l'IAE de Paris et par ESCP Europe, destiné aux cadres de la vente et du marketing (grande consommation, industrie, pharmacie, services etc.) ;
- le programme doctoral, formé d'une année de Master de Recherche en sciences de gestion de l'Université de Lille au Vietnam puis d'une thèse en 3 ans dans l'une des écoles doctorales du consortium d'appui (ESCP Europe, Université Paris Dauphine, Université Lille Nord de France, Université de Strasbourg, IAE Aix).

En près de 25 ans, le CFVG a contribué à la formation de plus de 3 500 professionnels exerçant des fonctions d'encadrement dans tous les secteurs d'activité au Vietnam. L'association des anciens (CFVG Alumni) et le conseil consultatif des entreprises favorisent l'ancrage du CFVG dans la communauté des affaires constituées des entreprises vietnamiennes comme étrangères, notamment françaises, présentes au Vietnam.

En association avec Solvay Vietnam, autre acteur européen historique de la formation en management au Vietnam, le CFVG est engagé dans un processus de transformation. Ce projet, fortement soutenu par l'Union européenne, la France et la Belgique, a pour objectif la création à Hanoi et Ho Chi Minh-Ville d'une université de gestion européenne (*European Management*

University) en partenariat avec l'*European foundation for management development* (EFMD) et plusieurs grandes écoles de gestion européennes.

4.1.2. *Le Programme de formation d'ingénieurs d'excellence au Vietnam (PFIEV)*

Issu de l'engagement des gouvernements français et vietnamiens, en 1997, et de la mobilisation d'un consortium de grands établissements français, le PFIEV fédère l'expertise au Vietnam dans le domaine de la formation d'ingénieurs. Implanté dans les Instituts Polytechniques de Hanoi, de Danang et de Ho Chi Minh-Ville ainsi qu'à l'Ecole Nationale Supérieure de Génie Civil de Hanoi, ce programme a accueilli sa 1^{ère} promotion en 1999.

Le programme inclut une forte composante expérimentale et est bâti sur une solide formation préalable en sciences fondamentales. La durée des études est de 5 années, sur le modèle des grandes écoles d'ingénieurs françaises. L'ouverture sur le monde de l'entreprise (stages, intervenants professionnels, visites d'entreprises), ainsi que sur l'international (un niveau minimum en anglais et en français est requis pour l'obtention du diplôme) est très recherchée. La formation à la gestion de l'entreprise et de projets industriels complète ce programme, qui est appelé à servir de référence pour la restructuration des formations d'ingénieurs au Vietnam.

Le diplôme d'ingénieur, délivré par le ministère vietnamien de l'Education et de la Formation, est le premier diplôme délivré par un pays du Sud à être admis par la France sur proposition de la Commission française des Titres d'Ingénieur. C'est également le premier programme de l'enseignement supérieur vietnamien à obtenir une reconnaissance internationale. Le programme accueille actuellement 1 400 étudiants sur les quatre sites vietnamiens, répartis sur les cinq années de formation, et sélectionnés parmi les meilleurs candidats des universités. La plupart des 2 000 diplômés travaillent au Vietnam, dans des compagnies vietnamiennes ou étrangères. Certains d'entre eux poursuivent également leurs études à l'étranger, en France pour la grande majorité.

En 2017, les quatre établissements vietnamiens partenaires du PFIEV ont été accrédités par le Haut Conseil de l'Evaluation de la Recherche et de l'Enseignement supérieur (HCERES).

4.1.3. *L'Université des Sciences et Technologies de Hanoï – Université Vietnam-France (USTH)*

La demande de création d'une nouvelle université adressée à la France en 2008, a donné lieu à la signature en novembre 2009 d'un accord intergouvernemental pour la création et le développement de l'Université des Sciences et des Technologies de Hanoï (USTH). Cet accord prévoit d'édifier une université de niveau international assurant l'articulation formation-recherche-entreprise. L'USTH est une université publique de droit vietnamien pour laquelle l'autonomie et la responsabilité favorisent le dynamisme scientifique et la réactivité aux changements économiques et sociaux du Vietnam.

L'USTH a accueilli ses premiers étudiants en octobre 2010 sur le campus de l'Académie des sciences et technologies du Vietnam. Le Recteur et le Directeur de la recherche sont mis à disposition par le ministère français en charge des Affaires étrangères, le directeur des études par le ministère français de l'Enseignement supérieur. L'USTH suit le système LMD (licence en 3 ans, master en 2, doctorat en 3). Depuis la rentrée 2012, l'ensemble des six masters qui mènent à un diplôme habilité par la France et le Vietnam, sont ouverts (Energies renouvelables, Espace et Applications, Biotechnologie-Pharmacologie, Matériaux et Nanotechnologies, Eau-Environnement-Océanographie et Sciences et Techniques de l'Information et de la Communication). En master, les enseignements sont assurés à la fois par des équipes provenant des établissements du Consortium français qui soutient l'USTH, et par des enseignants vietnamiens et internationaux sélectionnés par l'université. Les étudiants bénéficient d'un enseignement renforcé en anglais (320 heures en

Licence) et en français (180 heures en licence et 150 en master). Un stage de 10 semaines au sein d'une institution publique ou privée doit être suivi en L3. L'année de M2 inclut obligatoirement un stage de 6 à 7 mois, effectué en France ou au Vietnam.

Une Direction de la Recherche et de l'Innovation a été créée en 2012 dans le but de renforcer les liens déjà importants tissés avec les entreprises. La recherche se développe dans les laboratoires mixtes internationaux.

4.2. Les coopérations avec les établissements étrangers

4.2.1. La Vietnamese-German University (VGU)

Créée en 2008 dans la ville de Thu Dau Mot, proche de Ho Chi Minh-Ville, sur la base d'un MoU entre le Land de Hesse et le MOF (signé en présence des deux chefs d'Etat), la VGU est soutenue par un consortium d'une trentaine d'universités allemandes et reçoit une subvention du Land de Hesse pour 50% de ses dépenses administratives, le budget fédéral et le DAAD apportant des financements additionnels. Les frais de scolarité sont modérés, et plus de 50% des étudiants bénéficient de bourses du DAAD. Après les premiers cycles « Bachelor », sept Masters ont été créés, et la VGU commence à développer des activités de recherche avec l'ouverture d'un centre dédié aux transports. L'objectif de créer une véritable université de recherche, inspirée du modèle de l'université de Darmstadt et animée par des enseignants et des chercheurs vietnamiens, est encore loin d'être atteint.

4.2.2. La Vietnam Japan University (VJU)

Créée en 2014 sur la base d'un décret gouvernemental japonais et d'une décision exécutive de la Vietnam National University (VNU), adossée à la VNU et à un consortium d'une trentaine d'universités japonaises, la VJU a ouvert ses portes à la rentrée 2016 avec une première promotion de 60 étudiants de niveau Master. Les enseignements sont assurés pour moitié par des professeurs japonais et par des enseignements vietnamiens ; l'apprentissage du japonais est obligatoire, mais les cours ont lieu à ce stade en anglais. La VJU a prévu de créer en 2019 ou 2020 un programme Bachelor enseignant les disciplines des humanités, sur le modèle d'un *Liberal Arts College*.

Née d'une volonté politique forte exprimée par les deux Premiers ministres, ayant bénéficié de la visite de l'Empereur du Japon en mars 2017, la VJU fait néanmoins face à de nombreuses incertitudes. Elle a très peu de professeurs permanents, et l'anglais utilisé par les professeurs japonais est parfois approximatif, alors que les étudiants sont pour la plupart débutants en japonais. L'articulation entre un futur cycle « *bachelor* » dans les humanités et des Masters centrés sur les sciences de l'ingénieur ou le management sera difficile à établir.

4.2.3. La Fulbright University Vietnam (FUV)

La *Fulbright University Vietnam* (FUV) est une université privée à but non lucratif située à Ho Chi Minh-Ville. Elle est née dans le prolongement du *Fulbright Economics Teaching Program* (FETP), centre de recherche et d'enseignement des politiques publiques à Ho Chi Minh-Ville créé en 1994 par le *Harvard Vietnam Program*. Le gouvernement du Vietnam a officiellement autorisé la FUV en mai 2016.

Dans une première étape, FUV va développer deux cursus d'enseignement : une école supérieure de politique publique et de gestion et un programme de premier cycle en ingénierie, arts libéraux et sciences. L'École Fulbright de politique publique et de gestion proposera un diplôme et des cursus non diplômants en politique publique et dans des domaines connexes. Le programme de premier

cycle en ingénierie, arts libéraux et sciences doit débiter en 2019. FUV a l'intention de demander une accréditation auprès d'un organisme d'accréditation régional américain. Elle souhaite accueillir 2 000 étudiants au cours de ses cinq premières années d'existence avec un objectif de 6 000 à 10 000 étudiants à terme.

4.2.4. *Le Royal Melbourne Institute of Technology (RMIT University Vietnam)*

En 1998, le *Royal Melbourne Institute of Technology* a été invité par le gouvernement vietnamien à créer une université entièrement étrangère au Vietnam. En 2000, le ministère vietnamien de la Planification et de l'Investissement a accordé une licence au RMIT pour l'enseignement, la formation et la recherche. *RMIT University Vietnam* a été officiellement fondée en 2001 et a débuté ses enseignements sur son campus à Ho Chi Minh-Ville. En 2004, un deuxième campus a été ouvert à Hanoï.

RMIT University Vietnam propose des formations de niveau bachelor en gestion, commerce, communication, ingénierie, technologie de l'information, design et mode, et en management au niveau master (MBA). Le coût de la formation se situe autour de 30 000 \$ en bachelor et 22 000 \$ en master.

5. **ORIENTATION A DONNER A DE NOUVELLES ACTIONS DE COOPERATION**

Les étudiants vietnamiens, souvent d'un très bon niveau scientifique, sont convoités par l'ensemble des pays développés, les établissements universitaires étrangers étant de plus en plus présents dans le pays. Tous les principaux pays d'accueil de ces étudiants ont déployé au Vietnam des agences gouvernementales ou privées de promotion de l'attractivité universitaire de leur pays (USA, Australie, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, etc.).

Le pouvoir d'achat des familles, en forte croissance, ainsi que la priorité accordée par les ménages à l'éducation des enfants, ont créé les conditions d'émergence d'un nouveau marché de l'enseignement supérieur international au Vietnam. Les familles investissent plus d'un point du PIB national dans le financement des études à l'étranger de leurs enfants, 90% des 130 000 étudiants à l'étranger ne bénéficiant pas d'une bourse d'études.

Face à ces évolutions, nos établissements d'enseignement supérieur doivent progressivement passer d'une logique historique de « solidarité universitaire », soutenue significativement par les pouvoirs publics, à une démarche permettant d'assurer leur propre développement dans un contexte de forte concurrence internationale et de baisse tendancielle du nombre de locuteurs francophones.

Les outils déployés par les universités françaises au Vietnam doivent être adaptés : accueil des étudiants étrangers au sein de cursus payants et anglophones, programmes d'échanges d'étudiants à coûts partagés, partenariats interuniversitaires de recherche facilitant le recrutement de doctorants d'un niveau élevé, ou encore délocalisation de diplômes nationaux en fonction des débouchés clairement identifiés sur la base de modèles économiques viables.

Financièrement incités depuis le début des années 1990 par les pouvoirs publics français (MEAE notamment) et les agences internationales (Agence universitaire de la Francophonie), les établissements ont mis en place une politique de coopération visant à renforcer le système universitaire local, avec un objectif de rayonnement culturel qui nécessite aujourd'hui de nouvelles orientations pour favoriser la mise en place de diplômes délocalisés ne visant plus uniquement à renforcer le partenaire universitaire vietnamien mais aussi à développer un vivier d'étudiants sur

place permettant de repérer les meilleurs candidats qui viendront compléter leur formation en France en deuxième et troisième cycle (master, doctorat). Parallèlement, il convient de valoriser l'engagement et les relations interuniversitaires anciennement constituées dans le cadre d'une offre délocalisée renouvelée et d'accompagner les réflexions relatives à la réforme de diplômes existants (évolution du partenariat et du modèle économique notamment).

6. CONTACTS UTILES

6.1. Ambassade de France à Hanoï

Etienne ROLLAND-PIEGUE

Conseiller de coopération et d'action culturelle

Tél. : +84 4 39 44 57 89

etienne.rolland-piegue@diplomatie.gouv.fr

Eric MOLAY

Attaché de coopération scientifique et universitaire

Tél. : +84 4 39 44 58 01

eric.molay@diplomatie.gouv.fr

Bastien PALERMO-CHEVILLARD

Chargé de mission mobilité étudiante

Tél. : +84 24 39 44 57 95

bastien.palermo-chevillard@diplomatie.gouv.fr

6.2. Consulat général de France à Hô Chi Minh-Ville

Jean-Philippe ROUSSE

Attaché de coopération et d'action culturelle

Tél. : +84 28 35 20 68 65

jean-philippe.rousse@diplomatie.gouv.fr

Jeanne COTTENCEAU

Chargée de mission coopération et innovation

Tél : +84 28 35 20 68 62

jeanne.cottenceau@ifv.vn

Mise à jour : le 14 novembre 2018